

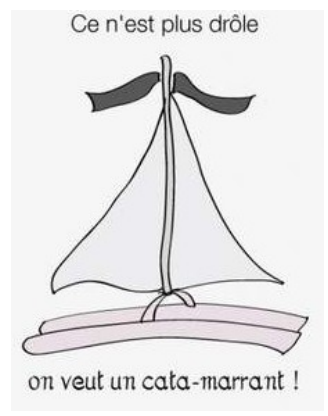


**Bulletin de la DOCUMENTATION
ECOLOGIQUE VOIRONNAISE pour
L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE**

Editorial : L'accident chimique nocturne de Lubrizol à Rouen est le plus important en France depuis celui d'AZF à Toulouse. Dans les deux cas, les représentants de l'État n'ont guère brillé par leur rapidité et leur efficacité d'interventions pour aider à la santé des uns, à la résolution des accidents ou pour en tirer des conclusions pour améliorer la sécurité de tous. Pour AZF, on ne saura peut-être jamais ce qui s'est vraiment passé – il est à craindre la même chose pour Lubrizol. Alerte, il faudrait peut-être se réveiller !

Sommaire :

- page 2 - Abeilles (suite)
- page 3 - Effet de serre (suite)
- page 4 - Nicolas Hulot (suite)
- page 5 – Centrale nucléaire de Fessenheim (suite)
- page 6 – Le rapport MEADOWS «Halte à la croissance ?» 1972



Documentation Ecologique
Voironnaise
32-34 rue Vaucanson Rez-de-
chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendez-vous au
06 25 25 52 29 (sans répondeur)
utiliser de préférence le mail
gaby.rajon@gmail.com



ABEILLES

3 – apparition de l’insecticide Gaucho (suite)

7 octobre 2005..... Pour la première fois depuis une dizaine d’années, les récoltes de miel s’améliorent dans certaines régions de la France. Ce constat est effectué par l’union nationale de l’apiculture française (UNAF), premier syndicat de la filière, qui réunit ces jours son université d’automne à Nantes. Son président parle d’une nette amélioration du cheptel et de colonies copieuses qui donnent des signes de vitalité. Il affirme que les récoltes sont très bonnes dans le sud-ouest. Le représentant des apiculteurs voit dans cette embellie la récompense du combat mené contre les insecticides Gaucho et Régent, dont les molécules actives sont accusées par les apiculteurs d’altérer le comportement des abeilles et de décimer les ruchers. 2005 est une année test pour les apiculteurs. Pour la première fois, les deux insecticides contestés n’ont pas été utilisés pour traiter les champs de maïs et de tournesols. Leur usage a été suspendu progressivement, au fil des victoires remportées par les apiculteurs au cours d’une longue guérilla judiciaire. Malgré les avancées qu’ils relèvent, les apiculteurs de l’UNAF sont très loin de crier victoire. Les intoxications, les comportements anormaux et les des populations qu’ils observaient pendant la récolte entre 1996 et 2004 ont disparu cet été dans certaines régions, mais il faut maintenant attendre l’hivernage et le début du printemps prochain pour effectuer un bilan des mortalités d’abeilles. Les années précédentes, cette mortalité pouvait tuer entre 30 et 50 pour cent du cheptel. Mais l’amélioration n’est pas ressentie partout : en Poitou-Charentes, en Pays de Loire, en Vendée, la situation est plus diversifiée et de nombreux apiculteurs ne notent pas de différence avec les années précédentes. Ils pâtissent de la sécheresse qui touche ces régions. Selon les producteurs de miel, les insecticides incriminés sont encore présents dans les champs.

24 novembre 2005..... Le ministère de l’agriculture demande une expertise à l’agence française de sécurité sanitaire des aliments avant d’autoriser l’usage du Poncho-Maïs, un pesticide contesté par la coordination des apiculteurs de France et le mouvement pour le droit et le respect des générations futures. Selon eux, ce produit, dont la molécule active est le clothianidine, est aussi toxique pour les abeilles que l’imidaclopride (du Gaucho) et le fipronil (du Régent), dont l’usage est suspendu.

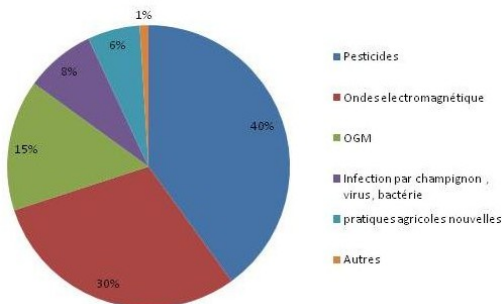
Mars 2006..... Une étude des services vétérinaires de Nantes portant sur une comparaison entre différentes ruches installées dans l’agglomération et jusqu’à une distance de 30 km conclut que les abeilles urbaines ont une meilleure espérance de vie que les abeilles rurales. Les vétérinaires avancent que les pesticides utilisés en agriculture sont plus toxiques pour les abeilles que la pollution atmosphérique des villes. Le président de l’union nationale de l’apiculture française (UNAF) donne son explication : les abeilles disposent de filtres pour la respiration, mais elles ne peuvent rien contrôler neurotoxiques présents dans les produits phytosanitaires.

28 avril 2006..... Le Conseil d’État annonce qu’il confirme l’interdiction du pesticide Gaucho en France, en rejetant les requêtes de son fabricant Bayer et des producteurs de maïs. Ces derniers avaient saisi la plus haute institution française pour contester le retrait de l’autorisation de mise sur le marché de cet insecticide appliqué sur les semences, dont la substance active tue les abeilles.

23 juillet 2006..... Les insectes pollinisateurs sont indispensables à la reproduction des plantes à fleurs donnant des graines, qui représentent 80% du règne végétal terrestre. Volant de fleur en fleur pour recueillir le pollen, ils le transportent vers le stigmate d’une fleur femelle, ce qui permet la fécondation. Or, depuis quelques années, les scientifiques pensent que ce service gratuit offert par la nature depuis 140 millions d’années, est menacé par la baisse de la biodiversité. Une enquête de chercheurs britanniques, allemands et néerlandais parue dans la revue Science confirme que la menace est sérieuse. En étudiant différentes zones en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, les scientifiques ont constaté que les abeilles sauvages payent le plus lourd tribut, avec une baisse de 52% de leur diversité dans le premier cas et de 67% dans le second, par rapport à la situation précédant des années 1980. en revanche, la situation est moins catastrophique pour les mouches pollinisatrices, dont le nombre a décliné de 33% Grande-Bretagne, mais augmenté de 25% aux Pays-Bas. Les chercheurs ont aussi regardé quelle étaient l’influence de cette situation sur les plantes visitées par les insectes. Ils ont ainsi constaté qu’en Grande-Bretagne 75 plantes sauvage qui nécessitent d’être pollinisées par les insectes ont vu leur distribution diminuer, tandis que 30 autres pollinisées par le vent ou l’eau se sont, au contraire, répandues davantage. Aux Pays-Bas, seules les plantes pollinisées par les abeilles sauvages ont décliné. Les chercheurs suspectent donc un lien de cause à effet entre le déclin des insectes pollinisateurs et des plantes pollinisées, sans pouvoir préciser quel est l’élément moteur de cette situation. Est-ce l’évaluation du mode de culture, l’utilisation de produits chimiques dans l’agriculture ou le changement climatique ? Ils sont inquiets car, quelle que soit la cause retenue, l’étude suggère fortement que le déclin de quelques espèces peut déclencher une cascade d’extinctions locales parmi d’autres espèces associées. Cette étude a été menée dans le cadre du programme européen Alarm destiné à évaluer les risques encourus par la biodiversité terrestre et aquatique. La baisse de la biodiversité des insectes pollinisateurs pourra d’abord se traduire par un changement de paysage et, plus grave encore, des difficultés pour produire des fruits et des légumes.

(suite au n°19)

Répartition des causes de disparition des abeilles



tenue, l’étude suggère fortement que le déclin de quelques espèces peut déclencher une cascade d’extinctions locales parmi d’autres espèces associées. Cette étude a été menée dans le cadre du programme européen Alarm destiné à évaluer les risques encourus par la biodiversité terrestre et aquatique. La baisse de la biodiversité des insectes pollinisateurs pourra d’abord se traduire par un changement de paysage et, plus grave encore, des difficultés pour produire des fruits et des légumes.

EFFET DE SERREchap 5 Après la COP1 de Berlin (Allemagne)

- 8 mai 1995..... Claude Allègre déclare dans “Le Point ” que l’effet de serre est une fausse alerte, une véritable mystification entretenue par des lobbys scientifiques en mal de crédits et des groupes industriels.
- 27-30 novembre 1995..... Les 200 météorologues du GIEC, réunis à Madrid (Espagne), rendent public leur rapport final sur le réchauffement de la planète. Depuis 1750, le taux de CO2 dans l’atmosphère a augmenté de 30% et celui de méthane de 145%. Cela a donné un réchauffement de 0,3 à 0,6 degrés et une montée du niveau des océans de 10 à 25 centimètres. D’ici à 2100, le réchauffement pourrait atteindre de 1 à 3,5 degré et la mer monter de 15 à 95 centimètres (50 centimètres en moyenne). Des sécheresses, des inondations plus sévères sont à craindre avec une augmentation de l’intensité des précipitations. “Un faisceau d’éléments suggère une influence perceptible de l’homme sur le climat global ” indique ce rapport. De nombreux lobbys, en particulier du pétrole, vont tout faire pour modérer ces conclusions.
- 11-16 décembre 1995..... Réunis à Rome (Italie), les scientifiques du GIEC mettent la dernière main à leur rapport final sur l’évolution climatique. Ils acceptent officiellement les conclusions du rapport scientifique de novembre 1995 qui décrit l’augmentation de l’effet de serre et ses conséquences. Un texte synthétique scientifique de 20 pages engage ainsi tous les scientifiques du GIEC. Il explique les conséquences probables : des espèces animales et végétales entières risquent de s’éteindre, le tiers des forêts du globe pourrait disparaître, les déserts vont s’étendre et des archipels s’immerger. Il reste encore à déterminer les remèdes à l’effet de serre. Dans la panoplie, on pourra proposer des économies d’énergie, l’utilisation des énergies renouvelables, différentes taxes sur l’énergie ou sur le carbone, etc.
- 11 janvier 1996..... L’année 1995 a battu tous les records de chaleur depuis un siècle. C’est ce qu’affirment deux sérieuses études britannique et américaine. Cela déduit la fin du léger refroidissement climatique provoqué par l’éruption du volcan philippin Pinatubo, survenue en 1991. Ce record appuie les affirmations selon lesquelles il y aurait un réchauffement global de la planète. La température moyenne mesurée est de 14,8°C, la plus forte mesurée depuis 1861, année des premières mesures de l’OMM.
- 11 janvier 1996..... Les glaciers des Alpes ont perdu un tiers de leur surface depuis cent ans déclare le laboratoire de glaciologie de Grenoble. Certains autres climatologues prédisent qu’au rythme actuel de fonte, les glaciers alpins pourraient avoir fondu de moitié d’ici à 2030.
- 29 janvier 1996..... De fortes pluies dans l’Hérault entraînent de nombreuses inondations dans le département et causent la mort de quatre personnes. Pour les Verts, les inondations deviennent une habitude et chaque fois on parle de catastrophe naturelle. Mais sont en cause l’urbanisation anarchique, le remembrement, l’imperméabilisation des sols, l’aménagement des cours d’eau. Quant aux fortes pluies suivies de sécheresses, le changement climatique planétaire commence à être reconnu scientifiquement, il est aussi dû aux activités humaines.
- Mai 1996..... Création du **Réseau Action Climat France (RAC-F)** : 15 associations françaises de protection de l’environnement, d’usagers des transports, de solidarité Nord-Sud, de sciences citoyennes et de promotion d’une agriculture soutenable invitent à la constitution d’un réseau action climat en France pour 1) établir un dialogue avec les organes de l’État pour débattre de façon transparente sur l’effet de serre ; 2) ouvrir l’accès de tous aux informations scientifiques et techniques ; 3) participer aux réunions internationales sur les climats entend que ONG ; 4) obtenir du gouvernement français, avant la fin de 1997, l’adoption d’un protocole d’application du traité sur les climats signé à Rio. Parmi les associations, l’INESTENE, FNE, Amis de la Terre, FNAUT, Greenpeace, CLER, Wise-Paris, Robin des bois, équipe Cousteau, CRID, CIRED, 4D, etc.
- 16 juin 1996..... Les ministres de l’énergie des pays de l’OCDE, réunis à Aarhus (Danemark), constatent que quatre pays seulement (Suisse, Luxembourg, Allemagne et Pays-Bas) auront maîtrisé leurs émissions de gaz contribuant à l’effet de serre en l’an 2000 (d’après les données fournies par l’agence internationale de l’énergie). A Rio, lors du sommet de la Terre, les pays développés s’étaient engagés, d’ici à l’an 2000, à réduire leurs émissions ou à les maintenir à leur niveau de 1990. Or, à cette heure, la plupart auront augmentées de plus de 10%. Les ministres de l’énergie des pays de l’OCDE sont conscients de la gravité de la situation et expriment leur volonté politique claire de lutter contre l’effet de serre.
- Juillet 1996..... EDF commence une campagne de publicité scandaleuse pour les antinucléaires affirmant que l’énergie nucléaire permet à la France de lutter contre le réchauffement climatique. En effet, les réacteurs produisent effectivement peu de gaz à effet de serre. Mais ce message est simplificateur : si une centrale atomique n’émet que peu de CO2 ou de méthane directement, c’est oublier un peu vite que les deux tiers de la chaleur produite par le combustible nucléaire part directement en chaleur soit au niveau des tours de refroidissement, soit par les rejets d’eau chaude dans les cours d’eau. Ces rejets thermiques représentent chaque année 70 millions de tonnes de pétrole (TEP) alors que la consommation nationale en énergie est de 159 millions de TEP. C’est oublier aussi le manque de flexibilité des centrales nucléaires qui, en hiver, lorsque le chauffage électrique consomme à son maximum, oblige EDF à mettre en fonctionnement ses centrales thermiques traditionnelles au gaz ou au fioul particulièrement polluantes en gaz à effet de serre. Pourquoi ne pas faire plutôt campagne publicitaire sur les économies d’énergie pour lutter contre le réchauffement planétaire ?

(suite au numéro 19)



NICOLAS HULOTCH4 – Hulot et Sarkozy

30 juin 2007..... Daniel Cohn-Bendit réunit quelque 200 sympathisants à Tours, autour de son “ manifeste pour la refondation de l’écologie politique ”. Il lance son association “ horizons écologie ”, appelant tous les écologistes à se réunir en une seule formation. Le vice-président du groupe Verts au Parlement européen ne supporte plus de voir ses amis français en crise permanente, incapables de se constituer en force politique qui compte. **Cohn-Bendit n’a pas réussi à attirer les amis de Nicolas Hulot**, seuls les Verts sont présents. Le pari de Cohn-Bendit n’est pas gagné.

23 juillet 2007..... La préparation de la composition des groupes de travail pour le Grenelle de l’environnement est délicate car les places sont limitées. Côté ONG, la discussion tourne au vinaigre entre France nature environnement (FNE), qui représente les associations locales en France, et l’alliance pour la planète, qui rassemble des ONG internationales (Greenpeace, WWF...). Les sièges sont finalement partagés équitablement avec une place réservée partout à la fondation Nicolas Hulot, dont le rôle clé est unanimement reconnu. Le Medef est lui aussi confronté à un embouteillage. Le travail a commencé début juillet sans vraiment être cadré.

8 septembre 2007..... L’organisation écologiste France nature environnement (FNE) et la fondation Nicolas Hulot rendent publiques leurs propositions communes pour une future loi réglementant les cultures d’OGM.

25 septembre 2007..... Dans une lettre envoyée aux 750 000 signataires de son pacte écologique, Nicolas Hulot demande à tous de se mobiliser et de participer à la consultation nationale qui sera lancée après la publication, jeudi 27 septembre, des principales propositions élaborées par les groupes de travail thématiques réunissant l’État, les collectivités locales, les associations, le patronat et les syndicats (Grenelle). Même si les responsables de sa fondation ont activement participé aux débats, l’animateur a été le grand absent de cette première phase de discussions. Hulot détaille plusieurs mesures structurantes qu’il veut appuyer : la contribution climat-énergie, le basculement des aides agricoles vers la qualité, la création d’un réseau écologique national, l’éducation à l’environnement.

Octobre 2007..... Parution du livre collectif “ Pour repolitiser l’écologie ”, sous-titré “ Le contre-grenelle de l’environnement ” chez l’éditeur Parangon. L’ouvrage retrace le cheminement des associations et personnalités qui considèrent vital de se dissocier et de dénoncer la tentative d’OPA de la droite, des milieux d’affaires, des réseaux techno-scientistes sur l’écologie politique. Le premier effet du Grenelle est d’avoir rendu le mouvement environnemental aphone. Le livre dénonce les Tartuffes de l’écologie tels Nicolas Hulot ou Yann Arthus-Bertrand. L’organisation d’un contre-grenelle permet de marier ceux qui refusent depuis le premier jour toute compromission avec le pouvoir ou ceux qui croient encore utile de participer au Grenelle officiel mais sans se faire d’illusions sur la suite.

3 octobre 2007..... Dans le journal “ le Monde ”, Nicolas Hulot fait un bilan actuel du Grenelle de l’environnement : Pour lui, le Grenelle à l’immense vertu, dans l’esprit du pacte écologique, de mettre autour d’une même table la plupart des acteurs de la société et d’obliger chacun à plancher sur la combinaison du social, de l’économique et de l’écologique. Les discussions ont permis, jusqu’à présent, de faire surgir des convergences. L’écologie est enfin sortie de son ghetto. Mais, les choix décisifs restent à faire. La dimension finale du Grenelle dépend aussi de la volonté de l’audace politiques. “ M. Borloo, M. Sarkozy, j’ai envie de vous dire : n’ayez pas peur ! L’enjeu écologique est un défi d’une ampleur sans précédent, il oblige à revisiter toutes nos certitudes, à changer nos habitudes, à modifier profondément notre organisation économique et sociale ” affirme Hulot qui les incite à envoyer un signal fort, à poser les premiers fondements d’un nouveau chemin. “ Vous n’êtes pas seuls ! la société a compris, nos enfants nous regardent ” ajoute-il, rappelant que c’est maintenant au pouvoir exécutif et au pouvoir législatif d’être au rendez-vous.

6 octobre 2007..... 700 militants écologistes et altermondialistes se réunissent à Lyon (Rhône) pour un “ contre Grenelle de l’environnement ”. Ils veulent faire des propositions alternatives à celles qui vont émerger de la consultation organisée en octobre par le gouvernement. Sont à l’initiative, le mouvement de la décroissance, des militants antinucléaires (Sortir du nucléaire, Criirad), des altermondialistes (Attac), des organisations paysannes (Confédération paysanne, Nature et Progrès) ou politiques (LCR). “ Nous voulons dénoncer l’OPA de la droite et des milieux d’affaires sur l’écologie, et verser aux débats des propositions pour entrer dans une vraie négociation avec un rapport de force ” déclare le politologue et économiste Paul Ariès. Et il ajoute : “ le Grenelle de l’environnement va permettre au gouvernement d’imposer sa vision de l’écologie en concédant quelques gadgets comme la réduction de la vitesse de 10 kilomètres/heure, mais sans remettre en cause le tout-routier ou le nucléaire ”. Ils réaffirment leur souhait de faire payer l’eau et l’énergie en fonction des usages, d’interdire les grosses cylindrées automobiles, de reconvertir le réseau routier en voies de chemin de fer, cyclables, potagers, etc... L’assistance s’en prend à Sarkozy, mais aussi à Nicolas Hulot et Yann Arthus-Bertrand, tous deux traités d’ “ éco-tartuffes de la jet-set mondiale ”. Même Dominique Voynet n’est pas épargnée, se voyant qualifiée de “ caniche de Borloo ”.





FESSENHEIM FESSENHEIM FESSENHEIM FESSENHEIM FESSENHEIM

Ch2- Après Tchernobyl, Avant Fukushima (fin avril 1986-été 2007) (suite)

- 17 mai 2005..... Alors que le réacteur 2 de la centrale de Fessenheim (Alsace) était en fonctionnement, l'analyse de l'essai périodique réalisé sur une pompe d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur a permis de mettre en évidence le non-respect d'un critère requis sur cette pompe. La conduite à tenir associée à cet écart n'a pas été respectée par l'exploitant. Le circuit d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur fournit l'eau nécessaire à l'évacuation de la puissance du réacteur en cas de défaillance partielle ou totale du système d'alimentation normale. Il est composé de deux motopompes et d'une turbopompe indépendantes. La turbopompe est entraînée par une petite turbine actionnée par de la vapeur prélevée sur les générateurs de vapeur. En cas de perte des alimentations électriques, la turbopompe est en mesure d'assurer à elle seule l'alimentation en eau des trois générateurs de vapeur. Le 27 mars 2005, l'essai réalisé sur la turbopompe de ce circuit a tout d'abord été déclaré satisfaisant par l'exploitant. Le 17 mai 2005, l'Autorité de sûreté nucléaire et son appui technique l'IRSN ont demandé à l'exploitant de mener une analyse complémentaire prenant en compte les incertitudes de mesures. Ce calcul ultérieur a montré un dépassement du critère requis de déséquilibre maximal entre les débits des lignes reliant les générateurs de vapeur et la turbopompe. Cet écart impose de déclarer la turbopompe indisponible. En application des spécifications techniques d'exploitations, l'exploitant aurait dû retrouver la disponibilité de cette pompe sous 24 heures ou, dans le cas contraire, procéder à l'arrêt du réacteur. Le dépassement du critère d'essai requis ayant été identifié avec retard, et les délais de mise à l'arrêt n'ayant pas été respectés, cet incident a été classé au niveau 1 de l'échelle INES.
- 12 septembre 2005..... Lors d'une intervention préparatoire à l'arrêt du réacteur 1 de la centrale nucléaire de Fessenheim pour maintenance et rechargement en combustible, une fuite d'hydrogène survient dans un local du bâtiment des auxiliaires nucléaires. Le risque d'inflammation ou d'explosion est alors important. La fuite est due au desserrage par erreur d'un tronçon de tuyauterie véhiculant de l'hydrogène. La fuite est arrêtée en 15 minutes et n'aura pas de conséquence. En raison du défaut de préparation de cette intervention sur une tuyauterie, cet incident sera classé au niveau 1 de l'échelle INES.
- 18 septembre 2005..... Alors que le réacteur n° 1 de la centrale de Fessenheim (Alsace) était dans la phase de refroidissement préalable au déchargement du combustible, l'une des deux pompes qui permettent de véhiculer le fluide du circuit de refroidissement à l'arrêt a été volontairement arrêtée alors que la seconde pompe n'était pas en fonctionnement. Cette configuration est contraire aux spécifications techniques d'exploitation qui demandent de garder au minimum une pompe en service. Ce circuit assure la circulation et un niveau d'eau minimal dans le circuit primaire afin d'évacuer la chaleur résiduelle provenant des combustibles encore présents dans le coeur du réacteur lorsque celui-ci est à l'arrêt. EDF a arrêté la seconde pompe pour limiter la sollicitation du circuit de refroidissement du réacteur à l'arrêt à une température élevée. Cet incident n'a pas eu de conséquence sur la sûreté de l'installation. En effet, le refroidissement du coeur était assuré par les générateurs de vapeurs. Cet incident a été classé au niveau 1 de l'échelle INES.
- 29 septembre 2005.....A la centrale nucléaire de Fessenheim, lors du déchargement du combustible du réacteur 1, une coupure de courant sur un tableau de mesure électrique entraîne la perte des mesures de la réactivité et de la concentration en bore (absorbeur de neutrons) au sein du réacteur, ainsi que l'arrêt des pompes de refroidissement de la piscine de stockage du combustible. Au moment de l'incident, le réacteur est à l'arrêt. En raison des conséquences potentielles qui auraient pu en résulter, l'incident sera classé au niveau 1 de l'échelle INES.
- 14 octobre 2005..... Les incidents se multiplient à la centrale nucléaire de Fessenheim (Alsace). Le dernier, ce jour, nécessite l'évacuation de 183 personnes présentes dans le réacteur 1, suite à une brusque montée de la radioactivité dans l'air. Au moins quatre salariés ont inhalé des poussières radioactives. Des associations ont décidé d'attaquer en justice pour voir si le prolongement de la vieille centrale est légal. C'est Corinne Lepage, ancienne ministre de l'environnement et ancienne avocate des opposants à Superphénix, qui devrait mener ce dossier.
- 5 décembre 2005..... Sur le réacteur 1 de la centrale nucléaire de Fessenheim en Alsace, lors des essais réalisés au redémarrage du réacteur après son arrêt pour maintenance et rechargement en combustible, la température du circuit primaire est passée sous la limite autorisée par l'exploitant. La défaillance d'un organe de régulation du débit de vapeur a entraîné ce refroidissement du circuit primaire. Le retour d'expérience issu d'un incident similaire survenu en 2001 n'ayant pas été pris en compte de manière satisfaisante, cet incident sera classé au niveau 1 de l'échelle INES.
- 30 mars 2006..... Un appel est lancé à Jacques Chirac par 110 élus alsaciens (dont dix maires, onze conseillers régionaux, huit conseillers généraux, un député socialiste du Bas-Rhin, des UDF...) pour demander l'arrêt du plus vieux réacteur en activité, celui de Fessenheim. Il aura trente ans de fonctionnement en 2007 et EDF espère l'exploiter encore au moins dix ans. Les opposants mènent une campagne pour demander aux 4300 élus alsaciens de signer cet appel.
- 23 avril 2006..... Lors de la mise à l'arrêt du réacteur 2 de la centrale nucléaire de Fessenheim en Alsace, l'indisponibilité d'une des trois soupapes de protection du circuit primaire est constatée. Lors du contrôle de manoeuvrabilité de la soupape, un mauvais positionnement du couvercle de l'armoire qui pilote cette soupape est observé. Cet écart dans le montage du couvercle conduit à l'indisponibilité de cette soupape. Cet événement sera classé au niveau 1 de l'échelle INES. (Suite au numéro 19)

LE RAPPORT MEADOWS «HALTE A LA CROISSANCE ?» 1972

Juin 1972..... A la demande du Club de Rome (un groupe d'une centaine de dirigeants et penseurs), publication d'un rapport explosif «**Halte à la croissance ?**» sur l'état, et le mode de croissance des sociétés industrielles, le pillage du Tiers-Monde, les limites énergétiques de la planète, l'évolution des nuisances (rapport du Massachusetts Institute of Technology – Donella et Dennis **Meadows**, J. Randers, W. Behrens). Prologue des travaux futurs du Club de Rome, c'est une critique de la volonté de croissance économique perpétuelle qui ne saurait être illimitée dans un monde qui n'est pas infini. Ce rapport, qui consiste en une simulation informatique, prévoit l'effondrement général des systèmes économiques et sociaux de la planète vers l'an 2025, si des mesures draconiennes de réduction de la croissance et de changement des mentalités de consommation ne sont pas prises. Ce rapport déclenche un débat mondial et sera sévèrement critiqué, accusé de catastrophisme et ses conclusions contestées. Le mythe fondamental de la croissance illimitée est enfin mis à mal.

La croissance en question: voilà la grande affaire de notre temps. Et voici le document de base: Limites à la Croissance - le rapport Meadows établi au Massachusetts Institute of Technology par une brillante équipe de chercheurs internationaux, à l'instigation du Club de Rome. Exploratoire, imparfait, il suffit à bouleverser nos conceptions

de l'avenir, qu'elles soient conservatrices, révolutionnaires, voire eschatologiques. Comme le dit sobrement l'un des inspirateurs: «Nous ne faisons pas de la prévision. Nous disons: voilà ce que donnent, à telle ou telle échéance, les tendances actuelles.» Eh bien, sauf renversement, elles donnent la catastrophe, Ce «renversement de tendance», les hommes du Club de Rome l'ont opéré en eux-mêmes: ils y puisent la sorte d'énergie qui soulève les montagnes. Le rapport Meadows n'est qu'un premier coup de gong: ils se préparent à mettre les dirigeants du monde entier, chiffres en main, face aux risques de mort. Quel est donc ce collègue invisible de 80 membres qui pénètrent, tels des catalyseurs, dans les principaux centres de décision de la terre ? Janine Delaunay est allée jusqu'au bout de l'enquête personnelle, auprès des principaux leaders. Journaliste et femme, elle a participé à la plupart des émissions de prospective du service des Sciences humaines à l'ORTF. Et elle nous fait toucher du doigt ce qui les distingue de la futurologie «en roue libre» : ces hommes, avec toutes les ressources conceptuelles et technologiques de l'intelligence humaine, ont l'acharnement viscéral des sauveteurs. Pour éclairer le débat sur la croissance, nous publions simultanément l'enquête sur le Club de Rome et le rapport Meadows. sous le titre Halte à la croissance? et le premier programme de politique écologique à s'en inspirer, sous le titre Changer ou disparaître.

HALTE A LA CROISSANCE?

LE CLUB DE ROME
 PRESENTE PAR JANINE DELAUNAY
 RAPPORT MEADOWS
 PREFACE PAR ROBERT LATTES
 ECOLOGIE • FAYARD